



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

### **Etaient excusés:**

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

### **Etait absent:**

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

<b>16 – ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DONNÉES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION</b>
--

### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Par délibérations du 15 avril 2014 et 3 novembre 2015, le conseil municipal a accordé à M le Maire, sur le fondement de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour la durée de son mandat, des délégations afin de simplifier la conduite des tâches administratives de la gestion de la commune.

La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et notamment l'article 85 a modifiée l'article L2122-22.

Désormais, le Maire peut se voir déléguer, pour la durée de son mandat, la possibilité de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux (alinéa 27 de l'article L2122-22 du CGCT).

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser la délégation supplémentaire définie à l'alinéa 27.

### **Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 20/09/19  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20190917-59849-DE-1-1

Pour le Maire empêché  
Monsieur Francis RIMARK

